

Les communistes et les alliances

Document adapté d'une présentation faite par **André Parizeau** (*), lors d'un camp de formation du PCQ, tenu au cours de **l'été 2003**

Note introductive :

La présentation de 2003, sur laquelle s'appuie le présent texte, a été modifiée pour tenir compte des plus récents événements survenus sur la scène politique québécoise, y compris le fait que le PCQ n'est plus associé avec le Parti communiste du Canada, ainsi que le fait que Québec solidaire a fait place depuis 2006 à l'ex-UFP.

Ce document demeure toujours d'actualité dans la mesure où donne plus de détails à propos de notre vision de l'unité de la gauche, en quoi pour nous il s'agit bien d'une question primordiale et stratégique pour l'avenir des choses, et finalement comment toute cette question s'inscrit aussi dans une démarche que les tous premiers communistes, au début du XXe siècle, avaient eux-mêmes déjà à coeur. Cela donne conséquemment toute une dimension historique à la question.

André Parizeau
17 juillet 2008

Certaines personnes pourraient considérer que le Parti communiste se préoccupe de faire des alliances uniquement parce qu'il est redevenu trop petit et ne veut pas s'isoler; il agirait ainsi uniquement pour des considérations tactiques et conjoncturelles. En d'autres termes, s'il était plus fort, il ne se préoccuperait même pas de faire des alliances. Mais tout cela est complètement faux comme le démontre amplement l'histoire du Parti communiste.

Bâtir des alliances avec les forces politiques qui, objectivement, sont nos alliés dans nos luttes, a été et continue d'être une question très importante, d'ordre stratégique.

C'est une question qui a toujours été au cœur de la pratique du Parti communiste et continuera à l'être pour encore longtemps. C'est également un élément central de notre programme politique.

Un autre point de vue, tout aussi erroné, consiste à opposer la consolidation du Parti à la construction d'alliances en prétextant que ces deux tâches sont certes importantes mais que, dans les circonstances actuelles, vu nos ressources limitées, nous devrions néanmoins nous concentrer sur la première tâche et reporter à plus tard la seconde.

On ne peut nier le fait que ces deux tâches soient en soi complexes et qu'elles nécessitent dans chaque cas énormément d'efforts. Dans un contexte où les ressources du Parti communiste sont effectivement limitées, compte tenu de l'étape à laquelle nous sommes rendues (nous faisons ici référence à ce que nous disions l'an dernier, lors d'un précédent camp de formation, à propos des différentes phases dans la construction du parti), tout cela peut amener certaines tensions.

Une fois cela dit, il faut insister sur la relation dialectique existant entre la nécessité de bâtir le Parti et celles de bâtir ces alliances. De toutes évidences, dans cette relation, la question clef est et continuera encore pour longtemps d'être la consolidation du Parti communiste parce l'Histoire confirme elle-même le fait que, sans parti d'avant-garde, il ne peut y avoir d'alliance solide, sur une base durable. L'Histoire nous enseigne en même temps que le travail consistant à bâtir ces alliances peut, de fait, être très bénéfique au Parti communiste.

Comme nous le verrons, les périodes durant lesquelles le Parti communiste s'est le plus développé à travers sa propre histoire sont en général des périodes où il joua un rôle particulièrement actif en matière d'alliances. En conclusion, il faut voir ces deux tâches comme devant interagir et s'appuyer mutuellement.

Nous avons ramassé ici certains éléments importants dans l'histoire de notre Parti ainsi que la période précédant sa formation. De manière à ce que vous puissiez juger par vous-même de ce que nous affirmions plus haut.

Ontario - Avril 1918 : Le Parti communiste n'existe pas encore et la gauche, dans son ensemble, reste très largement éparpillée et confuse quant à la voie à suivre même si, sur le plan social, on assiste à une explosion très importante des luttes sociales à travers tout le pays.

Différentes tendances s'affrontent. La rivalité et les conflits entre les différents groupes politiques existant sont nombreux. C'est notamment le cas au Canada anglais. Chacun croit détenir la vérité et n'a que mépris pour l'autre. À l'initiative de militants syndicaux, a lieu à Toronto une conférence visant à unir au sein d'une même organisation politique les différents courants politiques de gauche, en particulier ceux qui oeuvrent dans les syndicats, et qui militent en Ontario ; l'objectif : mieux coordonner leurs efforts sur ce terrain, de concert avec d'autres organisations.

La démarche découle d'une reconnaissance de plus en plus large de mettre fin à cette division et de travailler à l'unité, non seulement à l'occasion de grèves, mais également sur le plan politique. C'est un premier départ. Cette volonté d'unité est d'autant plus accentuée que les luttes sociales s'intensifient.

D'entrée de jeu, la priorité est donnée au terrain électoral. Cette approche est alors vue comme étant la première phase vers une éventuelle unité politique plus large. Il s'agit du plus important effort entrepris jusqu'à là pour promouvoir cette idée d'une unité des forces de gauche. On notera au passage que l'initiative vient du mouvement syndical et que la plupart des dirigeants de ce projet sont en fait des dirigeants syndicaux.

La proposition a d'autant plus de poids qu'elle est officiellement endossée par plusieurs organismes syndicaux dont le Conseil provincial ontarien au sein du syndicat des menuisiers. La liste des militants syndicaux qui appuient le projet, incluent un assez large éventail de courants et d'idées, allant de militants et de militantes appelant ouvertement au socialisme, tel Tim Buck, qui est alors un permanent du syndicat international des Machinistes et qui deviendra par la suite, pendant près de 50 ans le principal leader du Parti communiste du Canada, jusqu'à des gens beaucoup plus « modérées » et associés aux courants plus conservateurs, tels Jimmy Simpson.

Le nouveau parti s'appelle le Parti du travail de l'Ontario (PTO - Ontario Labour Party). Une première conférence est donc organisée en avril 1918 à laquelle participe 300 délégués provenant de tous les coins de la province. Fait à noter, d'entrée de jeu, les statuts inclut la possibilité pour des individus autant que des organismes de joindre le nouveau parti.

La cotisation de base est fixée à 5 sous par membre par mois pour les adhésions individuelles, et 10 sous par membre et par mois pour les organismes affiliés. De ce point de vue, la structure du PTO est similaire à celle de l'UFP actuelle.

Février 1919 : Le nouveau parti a à peine le temps de se constituer que des élections sont déclenchées en Ontario. Le jeune parti est ainsi forcé de se jeter tout de suite dans la bataille même si l'essentiel du travail de consolidation reste à faire. Premier problème : dans chaque comté où le nouveau Parti est présent, il était prévu que le choix du ou de la candidate se ferait conjointement et qu'aucune des organisations affiliées n'agirait de manière unilatérale. Cette entente n'est malgré tout que partiellement respectée. Le nouveau parti réussit en même temps, malgré de très courts délais, à faire une alliance avec une autre formation tout aussi nouvelle et qui s'appelle la « United Farmers of Ontario ».

Le jour des élections, c'est le coup de théâtre. L'alliance remporte une majorité des sièges ! La United Farmers of Ontario est la principale gagnante. Le PTO obtient quand à lui 11 sièges. C'est du jamais vu, non seulement en Ontario, mais également pour l'ensemble du Canada, et même l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il est convenu que le PTO aura droit à deux (2) ministres dans le nouveau cabinet.

Il y avait alors énormément d'attentes vis-à-vis du nouveau gouvernement. Le PTO exigeait entre autre des mesures concrètes en faveur de la journée de 8 heures (rappelez-vous que nous sommes alors en 1919), la reconnaissance syndicale au niveau du code du travail, et la hausse du salaire minimum. Aucune de ces mesures ne sera malheureusement adoptée malgré la victoire électorale.

Assez rapidement l'alliance va éclater. Même le PTO ne résistera aux contradictions. Un des problèmes importants réside dans le faits que les députés nouvellement élus,

y compris ceux du PTO, ne respectent pas les orientations et les discours tenus durant la campagne électorale et font finalement à peu près ce qu'ils veulent.

Parallèlement à tout cela, à travers tout le pays, on assiste à une radicalisation massive des masses. C'est la fin de la première guerre mondiale; les soldats reviennent au pays par milliers, ils veulent travailler mais il n'y a pas assez d'emplois disponibles, les pressions à la baisse sur les salaires se multiplient. Deux mois après l'élection en Ontario, c'est le début de la grève générale de Winnipeg...

Avril 1919 : C'est le plus important mouvement de grève générale jamais organisé jusqu'ici au pays; c'est la grève de Winnipeg qui se terminera malheureusement par un autre échec. Au sein du mouvement ouvrier, qui est en ébullition, il y a trois (3) grands courants politiques mais aucun n'est vraiment très bien organisé : il y a un courant grandissant, d'obédience ouvertement révolutionnaire, et à partir duquel sera formé deux ans plus tard le Parti communiste; il y a ensuite un courant réformiste assez puissant et qui s'appuie entre autre sur la présence de l'aristocratie ouvrière au sein de la classe ouvrière; finalement, il y a aussi un assez fort courant anarcho-syndicaliste, lequel se manifeste surtout autour de l'appui aux idées du IWW et du One Big Union (OBU).

Le courant révolutionnaire et d'orientation communiste va être le premier à s'organiser de manière efficace avec la création en 1921 du Parti communiste. Le fait que les communistes sont les premiers au sein du mouvement ouvrier à véritablement s'organiser va avoir une influence très importante sur la suite des choses. Avec le temps, cela va en particulier accélérer la chute du mouvement anarcho-syndicaliste comme courant influent puisqu'un grand nombre de militants jusqu'à là lié à ce courant vont ensuite rallier le Parti communiste. À ce moment-là (et ce sera également le cas pendant plusieurs dizaines d'années, les communistes du Québec et du Canada oeuvrent ensemble).

L'absence d'un parti très structuré du côté des réformistes (le CCF qui est l'ancêtre du NDP, ne sera créé que beaucoup plus tard, en 1932) permet au Parti communiste du Canada de se développer beaucoup plus rapidement que cela aurait pu être autrement.

1921 : La création du Parti communiste en 1921 découle au moins partiellement du constat d'échec des élections en Ontario, deux ans avant, ainsi que de l'échec de la grève générale de Winnipeg. Elle reflète en même temps un changement qualitatif important auprès d'un grand nombre de militants et militantes socialistes dans la mesure où ceux-ci et celles-ci reconnaissent dès lors la nécessité de construire un parti d'avant-garde d'un type nouveau, solide, bien structuré, et bien organisé pour pouvoir mener à terme la lutte des classes.

Ils reprennent en ce sens ce que disent les communistes de la nouvelle URSS. Les livres marxistes demeurent encore très rares et sont très difficiles à obtenir mais ces idées font néanmoins assez rapidement leur chemin.

La création du Parti communiste ne marque pas pour autant la fin des efforts pour unir les forces de gauche et faire la promotion des alliances à gauche. L'apparition du Parti communiste va, au contraire, accentuer ces efforts et d'ailleurs permettre de faire de nouveaux pas en avant.

Fait à noter, tous les efforts qui seront par la suite déployés par le Parti communiste du Canada pour favoriser ces alliances concorderont en général (à quelques exceptions près) aux efforts similaires, entrepris ailleurs tout au long des années 20, notamment en Europe, pour bâtir des fronts unis de nature pareille. Règle générale, les efforts du PC canadien refléteront également les différents appels lancés aux mêmes époques par l'Internationale communiste.

En mai 1921 donc, à Guelph, en Ontario, le Parti communiste est né. Dès le départ, c'est un parti illégal, créé dans la clandestinité; son membership initial est de 600 membres (pour tout le Canada); l'organisation illégale est surnommée la section « Z » tandis que l'appareil légal est pour sa part surnommé la section « A »; cette dernière porte également le nom officiel de Parti ouvrier. Un an plus tard, il seront 3 000. Alors qu'il n'y avait qu'une vingtaine de personnes lors du congrès de fondation, le congrès suivant de 1922, regroupera un peu plus d'une cinquantaine de délégués, soit 42 de l'Ontario, 5 du Québec, et 16 des provinces de l'Ouest.

Le premier No du journal du Parti, *The Worker*, sort son premier No quelques mois après la tenue du 2^e congrès, soit en mars 1922.

La consolidation du Parti s'échelonna ainsi sur plusieurs années mais, dès la fondation du Parti, la place donnée au travail de construction des alliances est déjà importante. Trois mois après le congrès de fondation du Parti communiste, le Parti canadien du travail (Canadian Labour Party – CLP) tient également un important congrès où les délégués adopte entre autre une résolution appelant à « changer complètement le système économique ». Le congrès adopte également comme points de programme la nécessité de lutter pour une assurance-chômage, appuie la nationalisation des banques, etc.

Il s'agit alors d'un événement important dans la mesure où ce parti, issu d'une concertation de la part de militants généralement associés à l'aile modérée du mouvement syndical et qui avait commencé à prendre forme en 1917, prend clairement une orientation de plus en plus à gauche.

Ce changement reflète, en fait, un autre développement majeur puisque le CLP, qui était au départ l'expression d'une seule tendance, est devenu une organisation de type fédérée, regroupant à la fois les communistes et les réformistes. De très importantes organisations syndicales en font également partie.

Les membres du Parti communiste sont en même temps membres du CLP. Encore une fois, cette approche n'est pas s'en rappeler l'expérience de l'UFP. Nombre de dirigeants et de membres du Parti communiste sont alors également des dirigeants, des porte-parole, et des organisateurs du CLP. C'est encore une fois le cas pour Tim Buck, mais également le cas pour d'autres dirigeants tels que A.E. Smith, Mike Buhay, et David Goldstick, dont le fils, Danny Goldstick, est toujours membre du Parti communiste; ce dernier était toujours, en 2005, un des sept (7) membres du Comité exécutif central actuel du Parti communiste. Depuis ce temps, les choses ont peut-être changé; nous ne le savons pas car nous ne faisons plus partie du Parti communiste du Canada, suite à un différent majeur, survenu en 2005, et portant notamment sur la question nationale.

Parmi les autres membres du CLP, on retrouve également des gens comme Jimmy Simpson et JS Woodsworth (qui deviendra plus tard le principal dirigeant du CCF).

Une anecdote. Lorsque JS Woodsworth, qui habite Winnipeg, et qui sera plus tard un des principaux dirigeants du CCF, se rend à un moment donné à Toronto dans le cadre d'une tournée d'organisation pour le CLP, il est hébergé par David Goldstick du Parti communiste.

Dès le départ, les tensions sont néanmoins assez grandes au sein du CLP entre d'une part les communistes et les autres composantes de l'aile gauche du CLP et, d'autre part, l'aile la plus à droite de ce parti. En 1922, Jimmy Simpson, celui-là même qui avait fait front commun en 1919 avec les futurs dirigeants du Parti communiste, dans le cadre du PTO, ne veut plus rien savoir d'une alliance avec les communistes. Il va même, en plein congrès de l'aile québécoise du CLP, jusqu'à proposer que les communistes en soient exclus. Sa demande est cependant rejetée. En 1926, une tentative similaire est faite lors du congrès de la section ontarienne mais la droite mord à nouveau la poussière.

Finalement, en 1927, les éléments les plus à droite au sein du CLP utiliseront leurs connections au sein de la CMTC, qui est alors la principale centrale syndicale au Canada, pour convaincre celle-ci de quitter le CLP pour rejoindre une nouvelle formation carrément plus à droite et n'ayant aucun lien avec les communistes, soit le Parti indépendant du travail (PIT). Cela correspond en même temps à une époque où un grand nombre de syndicats dirigés par les communistes sont aussi expulsés de cette centrale, ce qui amènera alors la formation de la WUL.

Décembre 1921 : Revenons à 1921. Dès le mois de décembre 1921, soit donc six mois après la fondation du Parti communiste, et 3 mois après le fameux congrès du CLP dont nous parlions plus haut, le Parti communiste du Canada est finalement accepté comme membre à part entière de l'Internationale communiste.

Cette dernière vient de tenir son 3^e congrès où l'essentiel est orienté vers la consolidation des partis communistes à travers le monde ainsi que sur l'importance « d'aller vers les masses » et de gagner en influence.

Novembre 1922 : Un an plus tard, a lieu le IV^e congrès de l'Internationale communiste qui élaborent alors les grands principes de ce qu'on va ensuite appeler le front unique. Il s'agit alors d'orienter le travail vers deux grands axes : soient le renforcement de l'unité de la classe ouvrière et l'extension de la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste. Cette nouvelle approche qui se veut, aux dires de l'Internationale communistes, innovatrice, correspond cependant, dans les faits, à ce que le Parti canadien fait déjà.

L'unité des révolutionnaires et des réformistes autour de politiques combatives prônant la lutte de classe est alors présenté par l'Internationale communiste comme étant la voie du progrès tandis que l'unité reposant sur les principes de la collaboration de classe est vue comme menant nécessairement vers l'impasse.

Dans une des résolutions adoptées par le IV^e congrès de l'Internationale et intitulée « Thèse sur l'unité du front prolétarien », on souligne d'abord des éléments de conjoncture : La crise économique mondiale s'aggrave, le danger d'une autre guerre mondiale existe également, et les illusions réformistes qui, par suite de diverses circonstances, avaient bénéficié d'un regain de faveur dans les grandes masses ouvrières, subissent maintenant plusieurs reculs; les gens doivent à nouveau faire face à la dure réalité du capitalisme; les travailleurs veulent en même temps plus

d'unité à l'intérieur de leur propre mouvement et cela soulève donc, à nouveau, la question de l'unité des forces à gauche.

C'est alors que l'Internationale communiste lance son fameux appel à l'unité dans l'action. Le Comité exécutif de l'Internationale insiste en même temps sur l'absolue nécessité de maintenir pour chaque parti communiste son agitation et sa propagande ainsi que son droit de critique, y compris vis-à-vis de ses partenaires. Les propositions vis-à-vis des sociaux-démocrates (réformistes) vont aussi loin que de proposer une coordination organisationnelle, au sommet, entre la 3^e Internationale et la II^e Internationale (qui regroupe les partis réformistes qu'on appellera également, plus tard, socialistes). Cette dernière offre ne sera jamais reprise par la II^e Internationale mais cela montre néanmoins à quel point les communistes étaient alors prêts à aller dans leur démarche.

1923 : En même temps que le Parti communiste essaie de développer le front uni, il travaille très fort pour renforcer son influence dans le mouvement syndical. Tout cela concorde avec la stratégie générale voulant que le mouvement ouvrier soit au cœur des efforts pour bâtir une nouvelle alternative populaire. De ce point de vue, c'est encore et toujours la même orientation mise de l'avant par le Parti communiste aujourd'hui (voir notre programme).

Le renforcement du mouvement ouvrier et de son expression militante sur le plan syndical renforce les efforts pour bâtir cette alternative tandis que la concrétisation des appels à l'unité renforce à son tour objectivement la lutte menée par le mouvement syndical.

Tout cela est d'autant plus vrai que la disparition du CLP, qui surviendra plus tard, marquera en même temps une accentuation des problèmes et des divisions ainsi que de nombreux reculs sociaux pour la classe ouvrière.

Toujours est-il qu'en 1923, se tient un congrès du CMTC (l'ancêtre du CTC); 250 délégués y participent. À la fin, un des porte-parole des réformistes, Tom Moore, se présente comme candidat à la présidence de la centrale (et l'emportera) mais son plus important opposant est nul autre que Tim Buck, un des principaux leaders du Parti communiste dès cette époque (il deviendra chef du Parti après l'expulsion des trotskystes). Lors de ces élections, Tim Buck reçoit alors l'appui de 87 délégués, soit plus de 30% des délégués. Dans un contexte où le mouvement syndical de l'époque fonctionnait essentiellement sur une base de métiers et restait très largement dominé par l'aristocratie ouvrière (le syndicalisme industriel n'avait même pas commencé à faire son apparition), c'est déjà pas mal.

Ce simple fait illustre en même temps un élément très important de l'expérience du PC en matière d'alliance, à savoir le rapport dialectique existant entre les efforts nécessaires pour faire l'unité et la nécessité de poursuivre en même temps la lutte ; d'où un concept cher aux communistes et qu'on peut facilement résumer par les trois mots suivants: unité – lutte - unité.

1924 : Le Parti communiste devient enfin légal, suite à la levée, sous la pression populaire, d'un arrêté en Conseil passé par le gouvernement fédéral, sous l'autorité de la Loi des Mesures de guerre, lequel permettait au gouvernement d'interdire des organisations comme le Parti communiste. À partir de 1924, le Parti communiste va augmenter de manière importante son membership et s'impliquer encore plus dans

la vie politique, dans le cadre d'un énorme effort d'agitation et de propagande large pour faire connaître ses points de vue.

En même temps, sur le plan strictement électoral, et jusqu'en 1927, date à laquelle le CLP va finalement éclater, on notera que le Parti communiste ne présentera jamais de candidats et de candidates sous sa propre étiquette. Lors de chaque élection, il utilisera plutôt la bannière du CLP.

1927 : Comme nous le disions plus haut, l'alliance entre les communistes et les réformistes éclatent en morceaux, à cause du rôle joué par certains réformistes particulièrement anticommunistes. Cet événement ne peut être examiné en dehors d'une situation plus générale, à l'intérieur de l'ensemble du mouvement ouvrier et des autres organisations populaires, au sein desquelles, l'unité semble céder de plus en plus le pas, un peu partout, à la division.

1929 : Suite à l'expulsion de plusieurs syndicats militants du CMTC, dès suite de la montée de l'anticommunisme, le Parti communiste accepte à contre cœur d'appuyer la création d'une nouvelle centrale syndicale qui s'appellera la WUL. L'objectif est cependant limité : il s'agit essentiellement d'empêcher que ces syndicats se retrouvent complètement isolés; dès que les conditions le permettront, le PC encouragera ces syndicats à refaire l'unité avec les autres syndicats. De manière générale, le Parti communiste n'appuie pas le syndicalisme parallèle.

Août 1931 : Le Parti communiste est à nouveau déclaré illégal et huit de ses dirigeants sont emprisonnés, dont Tim Buck. Ils le resteront jusqu'en 1934. Les attaques se multiplient également contre le mouvement syndical; en Saskatchewan, des mineurs sont assassinés par la GRC à Estevan, pour avoir fait la grève.

En dépit des reculs subis sur le plan électoral avec la disparition du CLP, et la montée de l'anticommunisme, le Parti communiste continue à promouvoir l'idée d'alliances en appuyant notamment la création et le développement de la Canadian Labour Defense League (CLDL). Le but de la CLDL est alors de travailler dans l'unité et dans l'action contre le déferlement de la répression, sous toutes ses formes. Le CLDL s'occupe autant de soutien aux grèves, que du soutien et de la lutte contre les expulsions de militants, la déportation des autres ou leur emprisonnement. La lutte pour obtenir la libération des dirigeants du Parti communiste, et en particulier de Tim Buck, fait évidemment partie des mandats du CLDL. L'origine de cette ligue remonte à 1925.

Le gouvernement fédéral, lui, a massivement recours à l'article 98 du code criminel pour faire à peu près n'importe quoi contre les militants et les militantes. Ce fameux article stipule que : « *toute association, organisation, société ou corporation dont le but avoué ou l'un de ses buts avoués est d'amener un changement gouvernemental, industriel ou économique, à l'intérieur du Canada par l'emploi de la force, de la violence ou de dommages physiques à une personne ou à une propriété, ou par la menace de tels dommages ou qui enseigne, préconise, conseille ou défend l'emploi de la force, de la violence, du terrorisme, ou du dommage physique en vue d'accomplir un tel changement, ou pour toute autre fin, ou qui, par tout autre moyen effectuée ou poursuit de tels buts prônés ou qui enseignera, préconisera, conseillera ou défendra en ce sens, sera une organisation illégale* ».

Pour donner une petite idée de l'effervescence qui pouvait alors exister en matière de luttes pour défendre les droits démocratiques et s'objecter à la rapide montée de répression, je citerai quelques chiffres. En trois ans, le CLDL va distribuer 5 millions de pamphlets. Durant la seule année 1933, 400 manifestations et réunions de masse seront organisés par le CLDL. Plus de 300 000 pétitions seront également ramassées.

De nombreux dirigeants et porte-parole du CLDL appartiennent bien sûr au PC mais tous ne le sont pas.

1933 : Profitant du fait que le PC est attaqué à nouveau, de toutes parts, les réformistes s'unissent pour former un nouveau parti. Leur but est assez évident : concurrencer le PC au sein du mouvement ouvrier. Ce nouveau parti fait bien attention de ne pas trop s'associer au socialisme. Son nom, lui-même, est choisi en fonction de cet esprit de modération : CCF (ou Co-operative Commonwealth Federation).

Pendant qu'une bonne partie de la direction du Parti communiste est toujours en prison, une tendance gauchiste et sectaire se développe en même temps au sein du PC. L'arrivée du CCF est vue, avec justesse, comme une manière pour essayer de contrer l'influence grandissante du Parti communiste. Beaucoup de militants et de militantes dans le Parti en conclut cependant, de manière erronée, que le CCF doit être combattu par tous les moyens par le Parti, sans possibilité d'alliances parce que ces gens seraient devenus des sociaux-fascistes, soient des suppôts du fascisme. Cette position est confirmée dès 1933 dans une brochure éditée par le Parti et à nouveau réaffirmé lors du VIIe congrès du PC en juillet 1934.

Décembre 1934 : Tous les dirigeants du PC sont finalement libérés, y compris Tim Buck, suite à tous les efforts déployés et dont nous parlions plus haut. Lorsque Tim Buck est remis en liberté (il sera le dernier à sortir de prison), 17 000 personnes s'entassent dans le Mapple Leaf Garden, à Toronto, pour l'entendre parler de comment poursuivre la lutte. Imaginez le Mappel Leaf Garden, plein à craqués alors qu'il n'y a pas de joute de hockey, avec de grands posters de Staline accrochés au plafond et des orateurs qui se succèdent au micro pour appeler à la mobilisation contre le capitalisme... Cela pourrait sembler irréal pourtant, c'est exactement ce qui s'est passé.

Mai 1935 : C'est le début de la marche des chômeurs sur Ottawa, qui amènera ultimement la mise en place du fameux programme d'assurance-chômage. La marche est coordonnée par la WUL et est dirigée par les communistes. Son principal dirigeant est Arthur « Slim » Evans, qui est en même temps le nom de l'une de nos cellules dans le PCQ.

À peu près en même temps, et en prévision d'élections fédérales à venir, et compte tenu du fait que le Parti communiste est à nouveau légal, de fortes pressions se font entendre, à la base du Parti, pour présenter un grand nombre de candidats sous l'étiquette du Parti. Mais la direction du Parti, Tim Buck en tête, propose autre chose. Il s'agit alors de quelque chose d'assez avant-gardiste. Il propose en effet un partage de la carte électorale avec le CCF.

D'importants débats ont alors cours au sein de la direction visant à contrer les récentes déviations gauchistes et sectaires. Tim Buck, qui a alors recommencé à

prendre les rennes du Parti, est au premier plan de cette lutte. Dans un livre relatant ses mémoires, une des choses qui ressort régulièrement est le fait que le Parti eut continuellement à lutter en son sein, tout au long de son histoire, contre des déviations qui pouvaient être soit de droite ou de gauche, selon le cas.

Août 1935 : Avant même de savoir si le CCF acceptera ou non, le PC propose donc à celui-ci l'entente suivante :

Le PC appuiera tous les candidats du CCF à travers le pays lors des prochaines élections fédérales à condition que celui-ci accepte de ne pas présenter de candidat dans au moins un comté par province, de manière à ce que le PC puisse s'y présenter, et le CCF s'engage alors à appuyer dans ces comtés les candidats du PC.

Le projet est loin de faire l'unanimité au sein du Parti communiste. En fait, cela ne va pas mal dans les brancards mais la position de la direction l'emporte en bout de ligne. Tim Buck se rend à Winnipeg pour rencontrer en privé le chef du CCF, JS Woodsworth, pour lui expliquer la proposition. Conscient du fait qu'il existe encore bien des obstacles qui se sont développés au cours des années précédentes, surtout après la création du CCF, et qu'il serait conséquemment plutôt irréaliste de vouloir même songer à remettre tout de suite une sorte de parti fédéré, du genre de ce qu'était le CLP, Tim Buck propose néanmoins à Woodsworth le projet d'entente mentionné plus haut. JS Woodsworth refuse net.

C'est alors l'impasse. Mais le PC ne désespère pas et, propose alors aux militants du CCF, à la base, de faire ce que la direction du CCF refuse. Fait à noter, en Saskatchewan, le PC réussit à s'entendre avec un des candidats locaux, un pasteur encore peu connu mais qui deviendra par la suite une véritable vedette : Tommy Douglas. Non seulement, ce dernier se fera élire mais il deviendra subséquemment, au niveau provincial, le premier leader CCF à se faire élire premier ministre et il sera également le premier premier ministre à appuyer l'idée d'une assurance-maladie.

Rétrospectivement, les rapports entre le Parti communiste et le CCF furent le plus souvent assez complexes et contradictoires durant la majeure partie des années 30. La plupart du temps, la haute direction du CCF s'opposait à tout projet impliquant la direction du Parti communiste. Mais, dans certains cas, des alliances étaient malgré tout nouées, notamment autour du soutien à certaines grèves particulièrement dures. À Sudbury, à Regina, à Toronto ainsi que dans plusieurs autres villes, des alliances furent également conclues au niveau local à l'occasion d'élections municipales. Tout cela ne pouvait en même temps occulter l'absence de réelle coopération au niveau fédéral entre le CCF et le PC mais c'était quand même mieux que rien.

C'était en même temps une lutte constante. Ainsi, un an plus tard, soit en 1936, un congrès provincial du CCF, en Ontario, votait majoritairement pour exclure toute possibilité d'alliance avec le PC. De manière intéressante, le congrès du CCF en Colombie-Britannique, à la même période, votait exactement le contraire et affirmait, conséquemment et de manière claire, son appui à une alliance avec le PC.

Ailleurs dans le monde, les relations entre les Partis communistes et les partis socialistes ou sociaux-démocrates n'allaient guère mieux, sauf peut-être en France où un Front populaire sera finalement mis sur pied et permettra non seulement de faire obstacle à la montée des fascistes mais aussi d'obtenir pour la classe ouvrière

d'importants gains au niveau social et économique. Dans la plupart des pays, l'absence d'alliances solides, causée entre autre par l'anticommunisme de plus en plus virulent des franges les plus à droite de la social-démocratie, va faciliter la montée des mouvements fascistes (d'où la référence à l'étiquette social-fasciste).

Quand on regarde, toujours rétrospectivement, les directives de l'Internationale communiste vis-à-vis de la social-démocratie de cette période, on dénote une critique qui n'y va pas avec le dos de la cuiller. Le Parti communiste, ici même, est très conscient des problèmes mais insiste néanmoins pour maintenir une ligne d'ouverture face à ceux-ci.

À peu près au même moment se produit un autre événement qui va objectivement contribuer à réduire les tensions. Je fais ici référence à la décision qui sera prise par le Parti communiste d'encourager tous les syndicats membres de la WUL à réintégrer les rangs soit du CMTC ou de la ACCL (une autre centrale syndicale qui vient de faire son apparition), suite à une certaine ouverture dans ce sens provenant des rangs réformistes présents dans ces centrales.

Été 1935 : Toujours durant l'été 1935, se tient finalement le VIIe de l'Internationale communiste. Un autre point tournant. Un des faits marquant de ce congrès est la présentation du rapport de G. Dimitrov sur l'importance d'adapter les tactiques communistes à la nouvelle situation et d'appeler à la constitution d'un nouveau front antifasciste, dans chaque pays et à l'échelle du monde. À plus d'un égard, c'est un quasi changement à 180 degrés. Les nouvelles tactiques proposées s'apparentent à ce que le PC au Canada faisait déjà; elles représentent cependant un revirement important par rapport à ce que l'Internationale mettaient de l'avant depuis 1928. Comme nous l'avons déjà dit, l'Internationale communiste avait jusqu'alors identifié les sociaux-démocrates comme étant des sociaux-fascistes. Cette analyse découlait principalement du refus, quasi généralisé, des directions sociaux-démocrates de s'unir avec les communistes; ce faisant, l'attitude des sociaux-démocrates avaient beaucoup nui à la possibilité d'alliances à gauche, surtout en Europe (à l'exception peut-être de la France), aidant ainsi les fascistes à prendre plus de place.

La nouvelle orientation de l'Internationale va en fait donner encore plus de crédits à ceux et celles qui, au Canada, tels Tim Buck, ont lutté tout au cours des mois passés pour combattre sur le plan local les relents locaux de gauchisme et de sectarisme.

Le rapport de Dimitrov rejette en particulier le point de vue voulant que le fascisme ne soit rien d'autre qu'une forme bourgeoise normale de gouverner. Un tel point de vue, affirme alors Dimitrov, revient dans les faits à sous-estimer le danger du fascisme (une tendance qui existait déjà à ce moment-là). Il redéfinit alors le fascisme comme étant « la dictature terroriste ouverte de la partie la plus réactionnaire, la plus chauvine et la plus impérialiste du capital financier ». L'Internationale communiste appelle alors à la constitution d'un large front uni antifasciste, qui serait bien entendu constitué des communistes, mais incluerait aussi des sociaux démocrates, ainsi que de toutes les autres forces antifascistes.

Du coup, les allusions aux sociaux-fascistes disparaissent. Ici même au Canada, cela avait déjà commencé à se faire avant même que l'Internationale le fasse elle-même.

1936 : 1936 marque une autre année très importante en matière de consolidation des alliances. Celles-ci se font moins sur le terrain électoral, qui demeure encore

trop un sujet sensible, que sur le terrain des luttes extraparlimentaires, en particulier sur le terrain des luttes syndicales. Ainsi, à Stelco, à Hamilton, les communistes et les sociaux-démocrates travaillent ensemble pour bâtir les syndicats locaux et développer ce qui deviendra plus tard le syndicat des Métallos.

Avril 1937 : Avril 1937 marque un point tournant pour l'ensemble du mouvement syndical canadien. C'est le début de la grève à Oshawa, chez GM. Tout commença avec le congédiement d'un seul ouvrier; tout le département où cet ouvrier travaillait débraie alors; puis, d'un seul coup, toute l'usine se retrouve subitement paralysée. C'est alors la grève totale.

L'usine est une véritable poudrière; le syndicat local, qui est dirigé par les communistes, mais qui n'est pas encore affilié à aucun autre grand syndicat vient d'être formé. Il est organisé sur une base industrielle; tous les ouvriers, indépendamment du fait qu'ils aient ou non un métier, peuvent en faire partie. Cette nouvelle approche explique pour une bonne base le fait que les autres grands syndicats, généralement organisés sur une base de métiers, ne veulent rien savoir d'intégrer ces nouveaux syndiqués.

Les militants communistes, qui comprennent parfaitement l'impact que pourrait avoir cette grève sur le reste de l'industrie de l'auto au Canada (qui n'est pas encore organisé), savent en même temps qu'il n'ont pas vraiment les moyens d'affronter seul GM. Alors que faut-il faire?. Le puissant syndicat américain de l'auto (UAW – de ce syndicat, les membres canadiens formeront beaucoup plus tard, dans les années 80, le très important syndicat des TCA), n'a pas encore un seul membre au Canada, mais il offre néanmoins son aide. Mais il y a un hic. Le UAW, qui est alors très largement dominé par des réformistes de droite, exige en effet, comme préalable à son aide, que les communistes abandonnent la direction locale du syndicat. Quoi faire? Faut-il dire oui à un tel marchandage? Faut-il au contraire refuser?

D'importants débats ont alors cours dans le Parti, particulièrement parmi les ouvriers du Parti qui œuvrent chez GM. Cela ressemble à un chantage inacceptable, disent les uns. Finalement, la position comme quoi l'intérêt collectif compte plus que ce qui pourrait arriver au niveau de la direction locale dans cette usine, prévaut. La position du Parti consiste alors à dire du reste que si les camarades font un bon travail, ils sauront bien reprendre la direction de leur syndicat local plus tard. Les communistes acceptent donc de céder la direction du syndicat (au moins temporairement) à des gens qui, tout de suite après la fin de la 2^e guerre mondiale deviendront, soit dit en passant, de très féroces anticommunistes.

Fait à noter, les réformistes de droite qui avait temporairement pris le contrôle du syndicat local à Oshawa, se feront ultérieurement chassé du syndicat local; ils iront ensuite travailler au sein du syndicat des Métallos pour s'engager ensuite, dès la fin de la 2^e guerre mondiale dans toutes sortes d'autres chasses aux sorcières. Qu'importe, globalement, le mouvement ouvrier ressort gagnant de la grève d'Oshawa. La grève se termine en effet par un très grande victoire. Immédiatement après, un véritable torrent de syndicalisation sur une base industrielle commence. On peut d'ailleurs affirmer sans véritablement exagérer que cette grève marquera le véritable début du syndicalisme tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Fort de cette victoire, des milliers de communistes et de sociaux-démocrates vont profiter de l'occasion pour accentuer sur une base encore jamais vue leur collaboration à la base.

Mai 1937 : Des centaines de Canadiens-anglais et de Québécois se portent volontaires au début de 1937 pour former le fameux bataillon McKenzie-Papineau et écrivent une des plus belles pages de l'internationalisme prolétarien au Canada. Dès le mois de mai 1937, ils sont opérationnels en Espagne, défendant la cause de la République espagnole contre les hordes fascistes. Beaucoup de gens pensent que c'était tous des communistes mais ce n'étaient pas le cas. L'effort canadien pour appuyer la République espagnole à l'occasion de ces temps troubles, fut un autre exemple important des efforts déployés à gauche, en premier lieu chez les communistes, pour favoriser l'unité.

1939 : La 2^e guerre mondiale est déclenchée en septembre. Le même mois, le gouvernement fédéral réactive la Loi des Mesures de Guerre et, dès le mois d'octobre, le PC est à nouveau déclaré comme étant une organisation illégale.

En plus d'être à nouveau sur la touche et de voir ses dirigeants à nouveau menacés d'emprisonnement, le PC doit en même temps faire face à d'énormes confusions sur le plan politique. Quelle est en effet la nature de la guerre qui vient de commencer? Faut-il la dénoncer, ou au contraire considérer les actions de l'Allemagne comme une nouvelle étape dans l'offensive fasciste menaçant l'ensemble de l'Humanité? Faut-il conséquemment appeler à une mobilisation générale? Là-dessus, ainsi que sur d'autres questions connexes, la direction du PC n'arrive pas à s'entendre et tend plutôt à passer d'une position à l'autre. Le problème est aggravé par le fait qu'au sein de l'Internationale communiste elle-même, différentes positions ont aussi cours; les problèmes de communications contribuent en même temps à compliquer la situation.

Il est également décidé qu'une partie de la direction, incluant Tim Buck, irait vivre un certain temps aux États-Unis, de manière à éviter de possibles arrestations. À cette époque, les USA ne voulaient pas encore prendre position dans le conflit et restait donc neutres. Ce départ d'une partie de la direction contribuera doublement à compliquer une situation qui était déjà passablement compliquée.

Sur le plan des rapports entre le PCC et le CCF, la situation continue entre temps à être complexe et quelque peu contradictoire. Au sein même de la Chambre des Communes, le groupe des députés CCF appelle carrément à la levée de toutes les mesures répressives contre le PC. En même temps, et à bien d'autres niveaux, les relations restent plus froides.

1941 : L'Allemagne attaque l'URSS; avec cette attaque, toute confusion concernant la nature de cette guerre, en autant que de telles confusions pouvaient encore exister, disparaissent en même temps.

Dès le début de 1942, les choses commencent également à changer en ce qui a trait à l'attitude du gouvernement fédéral vis-à-vis des communistes. Même si le PC est toujours illégal, les mesures de répression se font néanmoins moins nombreuses. Tim Buck est de retour à Toronto mais continue néanmoins à se cacher. Les dirigeants du PC apprennent en même temps que le gouvernement pourrait lever les interdictions les concernant.

De manière plutôt intéressante, et toujours selon les mémoires de Tim Buck, les services secrets américains, après avoir eu l'accord d'Ottawa, vont même jusqu'à rencontrer un des dirigeants du PC pour lui demander l'aide de ce dernier : on demandait entre autre au PC de fournir des membres d'origine slave, qui pourraient être parachutés derrière les lignes ennemis nazies et qui pourraient en même temps prendre contact les réseaux de résistance là-bas.

De manière à favoriser son retour sur la scène légale, le PC accepte alors de changer publiquement de nom : il s'appellera désormais (et ce jusqu'à la fin des années 40) le Parti ouvrier progressiste.

1943 : Le Parti est à nouveau très actif, partout présent. Son influence, particulièrement au sein des syndicats, ne cessent de grandir. Cette influence s'exprime autant dans l'Ouest, en Ontario, et qu'au Québec. Ainsi, à Montréal, les communistes jouent un rôle dirigeant dans les syndicats implantés dans les grosses entreprises comme Vickers, Canadair, etc.

Le PC appelle à un large front uni anti-fasciste. Pour ce faire, il est même prêt à travailler avec des éléments au sein du Parti Libéral. Cela n'empêche pas le PC de mener, chaque fois qu'il est nécessaire, la lutte, y compris avec ceux et celles qu'ils considèrent comme pouvant jouer un rôle positif dans le front uni anti-fasciste. Ainsi, en 1943, dans ce qui est désormais devenu la partie Ouest du Plateau, à Montréal, un des principaux dirigeants communistes, au niveau du Québec, Fred Rose, se présente lors d'une élection partielle (au fédéral) contre un Libéral. Et contre toute attente, il gagne. Il devient alors le premier communiste élu à la Chambre des Communes. Son exploit se répétera à nouveau en 1946, lors d'une élection générale, déclenchée au niveau fédéral.

1946 : L'influence du PC n'a jamais été aussi forte. Il a près de 25 000 membres. Un grand nombre de leaders syndicaux, à travers le pays, dans des positions souvent très importantes, sont en fait des communistes. La plupart des grèves importantes, et il sont nombreuses à la fin de la guerre, sont dirigés ou appuyés de manière active par des communistes. Au niveau provincial, le PC a fait élire deux de ses porte-parole comme députés à Queens' Park.

Mais les rapports avec la direction du CCF empirent. À la base, c'est toujours une autre histoire. Le fait que les communistes soient très présents dans les syndicats encourageant la coopération entre le PC et le CCF à la base.

C'est le beau temps avant la tempête. 1946 marque en effet le début de la célèbre guerre froide. Tout commence avec l'arrestation de Fred Rose et d'un certain nombre d'autres dirigeants du PC, tous accusés d'espionnage au profit de l'URSS. Pour pouvoir arrêter Fred Rose, on doit au préalable lui enlever son immunité parlementaire; cela est rapidement fait.

Fred Rose est finalement envoyé en prison et c'est en même temps le début d'une chasse aux sorcières sans commune mesure avec ce qui avait pu y avoir jusqu'ici.

Fait à noter, la plupart des dirigeants de droite, au sein du CCF, jouèrent un rôle particulièrement salaud durant toute cette période. Leur intérêt était évident : en éliminant les communistes, cela laissait toute la place à ces éléments pour prendre le

contrôle du mouvement ouvrier, une chose qu'ils convoitaient depuis déjà longtemps.

1956 : Autant au Canada qu'aux États-Unis, s'amorce une gigantesque opération de fusion entre les syndicats de métiers (alors associés à l'AFL aux USA, et au CMTC au Canada) et les syndicats industriels (alors associés au CIO au États-Unis, et à la CCT au Canada).

A travers tout le Canada, cela va donner le CTC. Au Québec, cela donne la FTQ. Ce processus d'unité correspond à une vieille revendication des communistes ainsi qu'un grand nombre de forces de gauche œuvrant au sein du mouvement syndical.

Au Québec, où les choses sont toujours un peu différentes et où existe de surcroît d'autres organisations syndicales, dont la CTCC (l'ancêtre de la CSN), des négociations s'amorcent en même temps pour essayer d'inclure la CTCC ainsi qu'un syndicat de professeurs (ancêtre de la CSQ) dans le processus. On est en même temps en pleine effervescence au niveau des luttes. Il y a entre autres la célèbre grève de Murdochville qui monopolise toute l'attention. Malheureusement, les négociations échoueront. Et depuis ce temps, les choses ne vont pas nécessairement en s'améliorant.

L'idée qu'il puisse un jour y avoir une seule organisation syndicale regroupant tous les syndicats au Québec est une idée qui serait certes souhaitable mais nous en sommes encore loin et, de toute évidence, le chemin sera encore complexe et sinueux avant qu'une nouvelle occasion, comme en 1956, puisse à nouveau se présenter.

1961 : Le CCF accepte de se dissoudre pour former, de concert avec la centrale syndicale CTC et d'autres forces, une nouvelle organisation qui prendra le nom de NPD (Nouveau Parti démocratique).

De manière assez évidente, cet événement consacre la domination acquise au sein du mouvement ouvrier par les réformistes. Comme nous le disions précédemment, le PC est de plus en plus attaqué de toutes parts et subit une très dure chasse aux sorcières; cela a contribué à mettre le PC sur la défensive, réduit son influence au sein du mouvement ouvrier et permis, conséquemment, aux réformistes de s'accaparer la majeure partie de tous les grands leviers d'autorité en son sein.

Quoiqu'il en soit, et malgré ce constat plutôt évident, le PC maintient sa ligne d'unité. Il profite alors du fait que les statuts du nouveau parti inclut la possibilité à des organisations de s'affilier au NPD sans pour autant se dissoudre (principe du parti fédéré) pour suggérer une fois encore une alliance avec le PC.

L'offre est une fois de plus rejetée (il fallait s'y attendre compte tenu du contexte et, surtout, du fait que le PC avait perdu passablement d'influence par rapport aux forces qu'il avait à la fin de la guerre); néanmoins, ce geste démontre une fois de plus à quel point cette idée d'alliance était alors importante pour le PC.

1966 : Ayant déjà reconnu le droit à l'autodétermination pour la nation québécoise (le PC canadien fut en fait le premier parti politique à le faire au Canada; les premières références à ce principe de la part du PC remonte aux années 30), le Parti

communiste passe à l'étape suivante et décide d'appliquer ce principe à sa propre structure interne : le Parti communiste du Québec (PCQ) voit le jour en tant que section québécoise du Parti possédant une autonomie d'un type unique.

1967 : À l'initiative des militants du PC œuvrant au sein de la FTQ (malgré la très violente chasse aux sorcières des années 40 et 50, le PC continue toujours à maintenir une présence et une influence, certes plus discrète, au sein de la FTQ), cette dernière adopte en congrès une résolution demandant la tenue au sein de la FTQ d'un débat portant sur l'opportunité de créer un parti fédéré de masse, lequel permettrait d'unir toutes les forces de gauche. La résolution reste lettre morte mais le débat est au moins relancé.

À cause de la faiblesse du NPD au Québec, la question de l'unité des forces de gauche revêt nécessairement certaines particularités. Le projet dépend beaucoup moins d'une éventuelle acceptation par la direction du NPD. Cela ne veut pas dire que cela se fera tout seul pour autant

1968 : Le CTC met fin officiellement à la chasse aux sorcières contre les communistes. Les derniers syndicats toujours mis au ban pour avoir refusé de se plier aux règles anticomunistes et qui avaient été conséquemment carrément expulsés des rangs de la centrale au cours des années 40, et 50, sont alors réintégrés. C'est le cas notamment du Syndicat des pêcheurs sur la côte Ouest ainsi que du syndicat des Ouvriers en électricité (United Electrical Workers Union – UE).

Cette décision est évidemment la bienvenue (même si elle arrive un peu tard) et contribue objectivement à refaire un peu plus l'unité au sein du mouvement ouvrier. Cela contribue en même temps à renforcer à nouveau la position des communistes au sein du mouvement syndical canadien.

La même année, le syndicat des Teamsters est pour sa part expulsé du CTC ainsi que de la FTQ.

Cela ne veut pas dire pour autant que toutes les clauses anticomunistes sont enlevés des constitutions de syndicats. Que non. En fait, ici même au Québec, et notamment au sein du Syndicat international des machinistes, il y aura au moins un cas durant les années 70 où un militant syndical communiste sera expulsé de son unité syndicale suite à un procès interne où cette fameuse clause sera utilisée.

Aux États-Unis, la mise au rancart de la chasse aux sorcières prendra beaucoup plus de temps puisqu'il faudra attendre jusqu'au milieu des années 90 (donc après la disparition de l'Union soviétique) pour que l'AFL-CIO accepte finalement d'enlever officiellement ces clauses anticomunistes.

1973 : Le PCQ publie une brochure appelant à la création d'un Parti fédéré de masse au Québec et appellent les syndicats à prendre le devant dans cette démarche. Le Québec vit alors une montée sans précédent de luttes. Nous sommes au lendemain de la grande grève de 1972 dans le secteur public, qui fut ensuite suivi de l'emprisonnement des dirigeants syndicaux et le déclenchement d'une grève générale sans précédent au Québec.

L'idée reçoit un accueil plutôt favorable dans plusieurs organisations syndicales, en particulier à Montréal. Le projet de créer un parti de masse des travailleurs, à partir des syndicats, fait même l'objet d'un débat serré sur le plancher du congrès de la FTQ en 1975. Mais la proposition sera finalement battue. Ailleurs, en particulier à la CSN et à la CEQ, c'est le même constat; l'enthousiasme cède tranquillement le terrain à un certain désintéressement. Le problème réside dans le fait que les appuis du PQ montent en flèche, y compris au sein des syndicats, à mesure que les gens réalisent que le PQ pourrait prendre le pouvoir. Il faut dire que le PQ courtise les syndicats comme jamais il ne le fera par la suite. Nous sommes à la veille de sa victoire de novembre 1976 où il prendra effectivement le pouvoir pour la première fois.

Face au manque d'entrain de la part des syndicats pour faire la promotion d'un tel projet, lequel est de plus en plus vu comme pouvant nuire aux chances du PQ de pouvoir enfin battre les Libéraux, et devant les difficultés au sein des groupes de gauche de pouvoir s'entendre à cause du sectarisme extrême qui existe alors, l'idée va mourir de sa belle mort.

1973 est en même temps l'année où meurt le chef historique du PC, Tim Buck.

1984 : On est au lendemain de l'échec du premier référendum de 1980. Le Québec vit encore les contrecoups d'une très sévère récession; le mouvement syndical est sur la défensive. Sur le plan politique, le mouvement communiste est plus faible que jamais; les organisations d'inspiration maoïstes, comme le PCO ont disparu; le PCQ, pour sa part, ne va pas très bien non plus; du côté de la gauche associée jusqu'ici au courant « socialisme et indépendance », une opportunité se présente; pour eux c'est une occasion inespérée. Le PQ vient de faire alliance avec les Conservateurs de Mulroney et vit sous l'emprise du « beau risque »; il est en même temps en pleine crise; la possibilité est là pour essayer, à l'intérieur du milieu nationaliste, de se démarquer du monopole de plus en plus étouffant du PQ sur l'ensemble de ce mouvement. Deux groupes, soit le Mouvement socialiste (MS) dirigé par Marcel Pépin, l'ex-chef de la CSN, et le Regroupement pour le socialisme (RPS) entament des pourparlers visant une éventuelle union ou fusion. Mais tout tombe à nouveau à l'eau. Il faut dire à ce propos que le rôle joué par les trotskistes dans cette affaire est passablement négatif; leur action, qui relève souvent du grenouillage, contribuent ouvertement à envenimer la situation; leur insistance à ce que chaque groupe se dissolve (ce que le RPS était ; plus hésitant à faire) contribue également à aiguïser les tensions.

En conclusion, on tend plutôt à reculer (puisque ceux deux organisations finiront également par mourir, dès suites de l'échec de leurs pourparlers).

1991 : Le Parti communiste traverse à son tour une très grave crise qui sera en fait sa plus grave jusqu'ici. Elle entraînera pratiquement sa liquidation complète. Au même moment, l'URSS implose.

Ici même au Québec, et bien avant 1991, le PCQ s'était d'ores et déjà désaffilié du PCC et va rapidement devenir une quasi coquille vide. Au Canada-anglais, la majorité des dirigeants du Parti sont pour une liquidation pure et simple du PC et encourage alors les membres à la base à plutôt militer en vue de l'émergence d'une nouvelle coalition des forces de gauche, sans PC évidemment.

Un très petit groupe de dirigeants, dont Miguel Figueroa, l'actuel chef du PCC, et Liz Rowley, l'actuelle chef du Parti en Ontario, appelle alors les membres à la base à reprendre le contrôle du Parti et à le sauver d'une liquidation prochaine. Le Parti est finalement sauvé mais perd un grand nombre de membres au travers de cette crise sans précédent.

Au Canada-anglais, le Parti est plus ou moins obligé de se replier sur lui-même de manière momentanée, de manière à se trouver de nouvelles structures et sauver les meubles. À partir de 1995, le Parti peut à nouveau commencer à souffler un peu et reprendre ses grandes responsabilités. Évidemment, il est encore beaucoup trop faible pour pouvoir même espérer jouer un rôle similaire à ce qu'il pouvait faire avant.

Au Québec, c'est pire encore. Vers la fin des années 90, il ne restait même pas 10 membres actifs au sein du PCQ.

1998 : Après un assez long purgatoire, on peut à nouveau entrevoir un peu plus d'espoir au Québec. Tout au moins du point de vue du mouvement communiste. Dès septembre 1998, un petit groupe de militants, surtout d'origine grecque, s'unisse en effet avec les membres du Groupe communiste ouvrier (GCO), issus pour la plupart de l'ancien PCO, pour remettre sur pied une section du PCC au Québec. Deux mois plus tard, les derniers membres du PCQ rencontrent à leur tour ces militants nouvellement unis pour leur suggérer qu'ils puissent également joindre les rangs

Nous sommes alors en novembre, un mois seulement avant que le gouvernement du PQ ne déclenche les élections de 1998. Cet événement marque alors le retour officiel du PCQ au sein du PCC. Cette unité ne durera pas cependant très longtemps; comme cela était déjà mentionné plus haut, depuis 2005, le PCQ n'est plus du tout associé au PC canadien.

Fait intéressant, même si le PCQ vient tout juste de repartir sur de nouvelles bases, il est d'ores et déjà actif pour promouvoir la recherche d'une plus grande unité au sein des forces de gauche. Dès le mois de septembre, des membres du PCC au Québec avaient en effet entrepris de rencontrer certains membres du Parti de la démocratie socialiste (PDS), notamment dans la région de Québec, pour discuter d'une possible coopération.

Lors des élections de 1998, le Parti communiste du Québec poursuit l'approche et suggère (un peu tard il est vrai) au PDS de faire une alliance pour éviter de trop se piler sur les pieds durant les élections. L'offre reste alors sans réponse du côté du PDS mais les démarches restent néanmoins utiles.

Quelques mois plus tard, dans un geste plutôt inattendu, le PDS invite en effet le PCQ à venir, en tant qu'invité spécial, participer à leur prochain congrès, de manière à faire valoir sa vision de l'unité des forces de gauche.

Avril 1999 : L'invitation du PDS suscite rapidement, au sein du PCQ, de vifs débats quant à l'utilité ou non de favoriser une alliance avec le PDS. Le débat prend assez vite une allure de confrontation. Ceux qui s'oppose à l'idée, crie à la trahison, s'objecte au fait que le Parti communiste puisse s'allier avec des indépendantistes; ils accusent une partie de la nouvelle direction du Parti au Québec d'être des

« maoïstes » visant rien d'autres que de chercher à détruire une nouvelle fois le Parti. Ils demandent alors à la direction pancanadienne du Parti d'intervenir. Toutes leurs manœuvres échouent et ils ne peuvent obtenir assez d'appuis à leurs projets; aussi organisent-ils à la fin juin un simulacre de congrès, de manière à essayer de faire sauter la nouvelle direction au Québec.

Tout cela se retourne finalement contre ces gens; leur principal dirigeant est rapidement expulsé et la mesure disciplinaire prise par le Parti au Québec est tout aussi rapidement endossée dans les semaines suivantes par toutes les autres instances centrales du Parti, au niveau de tout le Canada (cette procédure avait été rendue nécessaire par le fait que cet individu avait été préalablement, soit dès 1997, élu au Comité central pan-canadien).

Décembre 1999 : Le PCQ tient son premier congrès depuis des années et endosse alors les positions prises par ses dirigeants lors de la crise mentionnée plus haut. On notera en même temps que le PCQ se retrouve d'ores et déjà avec plus de membres qu'il n'en avait au moment de la crise.

Février 2000 : Le PCQ est à nouveau invité – cette fois par les porte-parole du RAP – à s'impliquer dans la tenue d'un grand colloque de la gauche québécoise. Un comité de liaison sera ultérieurement mis sur pied, tout de suite après ce colloque. C'est le début d'une démarche qui aboutira finalement, près de deux ans plus tard, à la constitution de l'UFP, puis ultimement à la création de Québec solidaire.

Un élément stratégique dans la lutte pour le socialisme

Certaines personnes pourraient penser qu'il est sans doute important de travailler à l'unité mais que ce travail, pourrait aussi, à la longue, devenir une sorte d'échappatoire face à l'importance de travailler à l'avènement du socialisme.

Je crois que ce point de vue est tout aussi erroné que celui qui dit qu'on ne devrait pas faire d'alliances.

Il existe de fait une tendance à concevoir notre travail au niveau des alliances comme étant essentiellement associés à des préoccupations à court terme, sans lien direct avec nos objectifs à long terme, au centre desquels il y a bien sûr le socialisme.

Bien sûr, on pourrait dire que tout développement, contribuant à élargir l'influence du Parti, est bon à long terme et cela est vrai. Personne ne voudrait de toute manière se plaindre que le Parti communiste gagne de fait en influence. Mais s'il fallait se restreindre à ce seul constant pour justifier tous nos efforts entrepris en vue de bâtir ces fameuses alliances, alors nous aurions raison de dire que le Parti agit essentiellement pour des raisons opportunistes.

La réalité est en fait toute autre parce que les alliances sont en fait, comme nous le disions au tout début, un élément stratégique du programme du Parti communiste. J'irai encore plus loin en disant que cette question a été et demeure au cœur de la stratégie d'à peu près tous les partis communistes dans le monde.

Évidemment, quelqu'un pourrait toujours dire : Eh puis! N'est-il pas vrai que beaucoup de partis ont pu à un moment ou un autre tombé dans l'opportunisme ? N'est-il pas non plus vrai que plusieurs partis, toujours à cause de cet opportunisme, et soit dit en passant sous le prétexte de ne pas nuire à l'unité, sont même allés jusqu'à se saborder ? Tout cela est très vrai. Cela nous rappelle à quel point les questions de programme sont importantes.

Et pourtant, quand on parle justement de la question des alliances et du lien entre cette question et la question du socialisme, il y a beaucoup de jus à extraire de notre propre expérience.

Ils verraient alors à quel point la question des alliances, de même que la manière dont nous nous proposons de faire notre travail de masse, est en fait un élément central de notre stratégie visant à faire en sorte que nous puissions un jour passer d'une situation où la majorité de la population ne croit pas encore à la nécessité d'un changement révolutionnaire à une situation où nous pourrions effectivement mettre fin au capitalisme et établir par suite de ce processus révolutionnaire une nouvelle société socialiste.

Soyons clairs! Il ne suffit pour les communistes d'affirmer et ou de réaffirmer fois après fois la finalité de nos objectifs pour s'imaginer que cela se fera de soi-même. Affirmer ce que nous voulons est certes important. Ne pas le faire reviendrait à confirmer le fait que nous n'y croyons pas nous mêmes. Un parallèle pourrait à cet égard être tracé avec le PQ, où les dirigeants ne parlent que très rarement de la question de l'indépendance du Québec et évitent surtout de dire comment cela pourrait encore se réaliser aujourd'hui. Pour agir de la sorte, ils se font régulièrement critiqués par leur base. Évidemment, nous ne sommes pas dans la même situation.

Identifier le chemin qu'il nous faudra suivre pour arriver au socialisme est tout autant important, sinon plus dans le contexte actuel. Cela est d'autant plus vrai qu'un grand nombre de gens qui pourraient être sympathiques à nos idées, ont plus souvent qu'autrement l'impression que cela ne se réalisera jamais parce que nous ne serons jamais capables de convaincre la majorité de la population de nos idées.

D'une certaine manière, ils ont raison. Les gens devront jusqu'à un certain point pouvoir faire leur propre expérience avant de conclure que les communistes ont peut-être raison. Je me souviens encore du livre de John Reed sur la révolution russe et qui s'intitule : « Dix jours qui ébranlèrent le monde ». Dans ce livre, l'auteur fait part, à un moment donné, d'une rencontre qu'il a eu avec un ouvrier en armes, lequel gardait un bâtiment public. À ce moment-là, l'insurrection avait déjà commencé. John Reed lui demande pourquoi il avait accepté de prendre les armes et pourquoi il avait décidé d'appuyer les mots d'ordre des bolchéviks plutôt que ceux des memchviks. Celui-ci répond tout simplement qu'il voulait la paix et la justice et seuls les communistes pouvaient lui offrir cela. L'ouvrier n'était pas lui-même communiste mais ces idées étaient déjà très clairement arrêtées.

Ici même au Canada, nous sommes encore loin de faire face à une telle situation. Un grand nombre de gens se disent anti-néolibéral, sont contre la ZLÉA, veulent que notre système de santé soit mieux protégé et accessible, etc. Mais ils ne se disent pas pour autant socialistes. Une alliance comme l'UFP, même si elle demeure pour une bonne part embryonnaire, a le potentiel d'unir très largement les masses. Notre

rôle, dans un tel contexte, doit être d'être aux premières lignes des luttes menées par l'UFP, de travailler à la consolidation de l'UFP, et de travailler à ce que celle-ci prenne ultimement un caractère très résolument anti-impérialiste. Ce faisant, et à travers ce travail, notre objectif doit aussi être de travailler à ce que les gens, sur une base très large, en viennent à comprendre que tous les gains que pourraient éventuellement obtenir une telle alliance ne pourront être durables à moins de passer directement au socialisme.

À travers tout ce travail autour des alliances, une question centrale ressort : l'attitude à suivre vis-à-vis du réformisme. Comme nous l'avons déjà vu en passant certains éléments d'histoire de notre Parti, la question des rapports avec les réformistes fut toujours assez complexe en même temps qu'une question cruciale.

Le même constat vaut encore aujourd'hui. Voici ce que soulignait le vieux programme du PCQ au moment de la création de l'UFP (note de la rédaction: il s'agit ici du programme du parti du temps où il était aussi toujours associé au PCC; l'analyse reste pour l'essentiel toujours d'actualité; là où il est question du Canada, on pourrait tout aussi bien parler aussi du Québec; en lieu et place de l'UFP, qui n'existe plus, on pourrait également parler aujourd'hui de Québec solidaire) :

« Pour obtenir l'unité de la classe ouvrière et du peuple et, ultimement, la conquête du pouvoir politique, il est nécessaire de développer une idéologie indépendante et répondant aux intérêts de la classe ouvrière. Cela exige une longue lutte pour la promotion des politiques vraiment favorables à la classe ouvrière, forgées dans le combat contre l'idéologie capitaliste au sein du mouvement ouvrier et contre les défenseurs de cette idéologie. L'exploitation impérialiste des peuples des colonies et des semi-colonies a servi de base économique au réformisme et à l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, permettant aux impérialistes des pays exploités de céder une petite partie de leurs superprofits à une section de la classe ouvrière sous la forme de salaires plus élevés. Telle est la base de la politique de coopération avec la classe capitaliste, c'est-à-dire de la collaboration de classe et du renforcement des idées capitalistes. Dans la mesure où les monopolistes canadiens ont cédé une partie de leurs superprofits coloniaux, ce processus a pu avoir ses effets sur le mouvement ouvrier... »

« Après la Seconde Guerre mondiale, la croissance considérable des forces productives dans les pays capitalistes ainsi que la hausse de la productivité du travail, de l'exploitation et du taux d'accumulation du capital a permis au capital financier d'entreprendre une politique de concessions face aux demandes de la classe ouvrière . . . »

« Mais la base économique du réformisme et de la collaboration s'effrite constamment. Avec l'accentuation de la crise systémique du capitalisme monopoliste, le grand capital exige et arrache toujours plus de concessions à la classe ouvrière. Les travailleurs et les travailleuses accroissent, à leur tour, leur résistance. Il devient de plus en plus difficile de parvenir à des accommodements généraux, c'est-à-dire à un "contrat social" entre le travail et le capital. »

« Ce changement objectif de la part des monopoles, qui, maintenant, attaquent plus ouvertement les travailleurs et les travailleuses, n'élève pas automatiquement et immédiatement le niveau de conscience de ces derniers. C'est ainsi que le réformisme bourgeois et social demeure la tendance dominante au sein du

mouvement ouvrier. Le niveau de militantisme s'accroît, mais le militantisme, à lui seul, n'est pas encore la conscience de classe, la conscience politique. »

Évidemment, tout cela ouvre de nouvelles portes pour la lutte en faveur du socialisme.

« ... Le principal représentant de l'idéologie réformiste et de la collaboration de classe au sein du mouvement ouvrier est la social-démocratie. La social-démocratie n'est, cependant, pas le seul propagateur de l'idéologie bourgeoise au sein des mouvements syndical, ouvrier et populaire. Les partis bourgeois essaient d'agir au sein des mouvements syndicats et des autres mouvements de masse démocratiques et d'y exercer leur influence. L'appareil d'État et son infrastructure, y compris les institutions éducatives et culturelles, les médias appartenant à des capitalistes et les autres institutions de la classe dirigeante, mènent chaque jour leurs attaques idéologiques contre les masses laborieuses. »

« Le principal obstacle à l'unité du mouvement ouvrier et des forces progressistes, et à l'établissement d'une unité anti-monopoliste est la social-démocratie de droite et les tendances anticommunistes. »

À propos de ce qui vient d'être dit, je crois que cela reste vrai pour l'essentiel. Je crois en même temps qu'il importe de reconnaître qu'il existe également des facteurs objectifs, indépendants de ce qui peut se développer au sein du mouvement ouvrier et qui peuvent aussi créer des obstacles majeurs à l'unité. Pensons seulement aux mesures répressives que l'État peut prendre à un moment ou un autre.

« Le Parti communiste », dit-on également dans le programme, « s'est toujours efforcé d'unir les secteurs réformistes et révolutionnaires du mouvement ouvrier dans la lutte pour la paix, la démocratie et l'indépendance du Canada, et contre la domination des grandes entreprises. »

Diriez-vous qu'il s'agit ici d'une hérésie ? Pas du tout. Car en luttant pour unir ces deux courants, nous visons bien évidemment à amener les réformistes (le plus grand nombre) à ultimement épouser le point de vue des révolutionnaires.

« La crise grandissante du capitalisme », dit-on ensuite, « et l'intense lutte entre le capital et le travail qui en résulte, ont provoqué une confrontation idéologique et politique profonde dans les rangs de la social démocratie. Au Canada et au niveau international, les dirigeants du mouvement social-démocrate de droite ont complètement abandonné les buts du "socialisme" et adopté ceux du capitalisme à l'étape de la mondialisation. Ils ont réorienté les buts des partis sociaux-démocrates et prônent maintenant l'illusion que l'on peut établir un capitalisme "au visage humain". »

« La nouvelle orientation de la social-démocratie est un reflet d'un changement au niveau de sa base de classe. Constituée principalement, à l'origine, de membres de la classe ouvrière, elle regroupe aujourd'hui de plus en plus de professionnels, de membres de la petite bourgeoisie, ainsi que d'autres secteurs des couches moyennes ... »

« Ces développements montrent le fossé grandissant qui se creuse entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la social-démocratie de droite. Dans les luttes quotidiennes, les communistes travaillent étroitement avec les sociaux-démocrates de gauche et avec les autres militants des mouvements ouvrier et progressistes, et luttent pour développer des actions unifiées et maintenir la coopération...»

Quand on lit ce programme, on réalise que cette fameuse question des alliances s'appliquera aussi bien à la période s'étendant jusqu'à l'imposition du pouvoir ouvrier qu'à la période proprement dite de construction du socialisme :

« L'édification du socialisme exigera l'établissement d'un État de type nouveau, socialiste, et dirigé par la classe ouvrière et ses alliés. Un État socialiste est essentiel pour planifier et organiser la production et la distribution, pour briser le pouvoir de la classe capitaliste, approfondir et étendre la démocratie de façon à orienter le pouvoir créatif de la classe ouvrière vers l'édification d'une société nouvelle et socialiste, et ainsi empêcher la restauration contre-révolutionnaire du capitalisme. »

« Nombreux sont les faits historiques qui prouvent que les forces réactionnaires capitalistes ne céderont pas de leur gré leur pouvoir et leurs privilèges. Ils essaieront de freiner le processus démocratique. Le danger de violence capitaliste contre l'État socialiste et contre la volonté exprimée par la majorité du peuple est inévitable : il ne doit pas être sous-estimé, car les conséquences seraient extrêmement graves. La classe ouvrière et ses alliés, après avoir instauré le pouvoir socialiste, seront justifiés d'utiliser le pouvoir et l'autorité de l'État pour protéger la volonté démocratique de la majorité contre la minorité, qui essaiera par tous les moyens de reprendre sa position dominante perdue. La nature des lois et des mesures décrétées pour protéger le pouvoir de la classe ouvrière dépendra du degré de résistance que les éléments capitalistes réactionnaires opposeront à l'ordre public socialiste. »

« Une transition pacifique vers le socialisme serait certes souhaitable. Mais cela dépendra d'abord du rapport de forces existant à ce moment, et pas seulement des désirs du peuple. Pour résister et mettre fin à la violence des capitalistes et de la réaction politique, il sera crucial de développer l'unité maximale et l'unicité des visées du peuple, la participation unie et la plus large possible des secteurs de la classe ouvrière à la lutte politique. Cela nécessitera également le développement d'une unité avec les petits producteurs (fermiers, pêcheurs et artisans) et les couches moyennes de la population. La classe ouvrière doit être prête à utiliser toutes les formes de lutte pour combattre la résistance inévitable du capital au progrès social. »

On notera au passage qu'on ne dit pas que la transition sera forcément pacifique mais que cela dépendra de l'évolution de la situation.

« Pour la première fois dans l'histoire du Canada, la majorité du peuple dirigera le pays et instaurera une véritable démocratie. La dictature du capital sur le travail, c'est-à-dire le gouvernement de la minorité sur la majorité, sera abolie et remplacée par la démocratie socialiste, qui fera en sorte que le pouvoir politique sera assumé par la classe ouvrière et par ses alliés. Pour la première fois, ce seront les intérêts du peuple qui prévaudront dans notre vie économique, politique et culturelle...»

« Notre parti propose(ra) la formation d'un gouvernement multi-partis comprenant les forces politiques qui sont d'accord avec la réalisation et la construction d'une

société socialiste. Dans un tel gouvernement multi-partis, tous les partis voulant participer à la construction du socialisme pourront apporter leur contribution, et les partis d'opposition pourront également y apporter une contribution positive à condition de respecter les lois et la Constitution socialistes. »

Mais qu'en est-il au juste de la stratégie qui nous permettra justement d'établir le pouvoir ouvrier ? Voici ce que ce programme dit :

« Une alliance démocratique populaire, anti-monopoliste et anti-impérialiste aura comme objectif la restructuration démocratique de la société canadienne afin de donner la priorité aux intérêts de la majorité des gens et à briser la domination du capital financier sur tous les aspects de la vie. Elle essaiera de promouvoir les intérêts des travailleurs et des travailleuses par tous les moyens de lutte disponibles, en se basant sur les activités de masse extra-parlementaires et unitaires. »

« L'alliance luttera pour remporter des victoires électorales et pour parvenir à l'accession au pouvoir d'un gouvernement populaire déterminé à mettre en œuvre des mesures radicales pour démocratiser la société et transformer les rapports économiques en fonction des intérêts de la classe ouvrière et du peuple dans son ensemble. »

« Une telle percée sera difficile à réaliser étant donné les moyens sophistiqués dont dispose la classe dirigeante pour manipuler l'opinion publique, décourager le militantisme politique et influencer les résultats des élections bourgeoises. L'une des tâches cruciales de l'alliance consistera à défendre et à accroître la démocratie, et à empêcher les attaques du grand capital et des gouvernements contre le processus électoral. »

« Un gouvernement démocratique, anti-monopoliste, basé sur une majorité parlementaire et agissant de concert avec les mouvements extraparlimentaires populaires, unis et militants, marquerait le début d'un changement qualitatif du rapport des forces de classe au sein de la société canadienne, et ouvrirait la porte à une transformation révolutionnaire vers le socialisme. Le peuple s'y impliquerait de façon vraiment importante. »

« Le gouvernement populaire s'engagerait à mettre en œuvre un programme d'action visant à servir le peuple et non à accroître les profits. Un tel programme s'élaborerait au cours des luttes sociales, économiques et politiques de la classe ouvrière et de ses alliés démocratiques et devrait être discuté largement et approuvé par toutes les forces de l'alliance. »

« ... Bien que les mesures précédentes (ndlr : identifiées dans le programme et correspondant en de nombreux points avec le programme de l'UFP) ne constitueraient pas le socialisme, la victoire d'un gouvernement populaire déterminé à exécuter un programme aussi audacieux représenterait un important pas en avant vers l'établissement d'un État socialiste. »

« Pour y arriver, un gouvernement populaire devra pouvoir compter sur la mobilisation générale et consciente de la classe ouvrière et de ses alliés extraparlimentaires. Chaque fois que le gouvernement décrètera une réforme importante, mettra en œuvre une mesure démocratique, empiétera sur un pouvoir ou un privilège du Capital, la classe dirigeante et ses partenaires impérialistes

internationaux accroîtront leur intransigeance et leur résistance par tous les moyens qu'ils auront à leur disposition. Mais leurs agissements soulèveront en même temps les masses et déclencheront des actions de classe en appui au gouvernement populaire. »

« Ce sera une période d'intensification de la lutte de classe sur tous les fronts : politique, économique et idéologique. »

« Pour préserver ses privilèges de classe et rétablir sa domination, la classe capitaliste tendra à recourir au chantage économique et au sabotage, à la subversion au sein des secteurs de l'appareil d'État qu'elle sera encore en mesure d'influencer et de contrôler, à la violence politique et au terrorisme et même à la rébellion ouverte et à l'intervention étrangère. Le gouvernement populaire, jouissant du plein appui de la classe ouvrière, sera pleinement justifié d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour se protéger contre de telles attaques anti-démocratiques et illégales.»

« La classe ouvrière, agissant de concert avec ses alliés, par l'intermédiaire de son gouvernement élu, mais aussi plus directement dans les lieux de production (usines et bureaux) et dans les communautés, étendra et approfondira graduellement le contenu du programme populaire. Des réformes plus radicales seront appliquées, réduisant le pouvoir du Capital par des mesures progressistes telles que la nationalisation d'entreprises ou le contrôle des investissements et des devises. »

« Les conditions révolutionnaires augmenteront dans la mesure où la classe ouvrière et ses forces politiques auront acquis plus d'expérience et de confiance, et où les changements sociaux et économiques modifieront le rapport de forces de classe en présence au sein même de la société. L'option socialiste défendue par le Parti communiste gagnera un appui plus généralisé. »

« La transformation révolutionnaire vers le socialisme consistera dans le transfert absolu du pouvoir de la classe capitaliste à la classe ouvrière et à ses alliés. Ce processus subira l'influence des conditions et des événements nationaux et internationaux. Le rythme et les caractéristiques de cette transformation dépendront du degré d'unité et de détermination de la classe ouvrière et de ses alliés les plus proches aux moments décisifs, et de la capacité des forces progressistes et révolutionnaires de s'opposer et d'empêcher les activités contre-révolutionnaires entreprises en violation de la démocratie et du respect de la loi. »

(*) André Parizeau était jusqu'à récemment le chef du PCQ. Lors du XVI^e congrès du PCQ, qui se tenait du 17 au 19 octobre 2008, un nouveau chef du parti fut élu en remplacement de ce dernier; André Parizeau avait déjà annoncé plusieurs mois avant qu'il ne demanderait pas un renouvellement de son mandat lors de ce congrès, préférant laisser la place à la relève. Celui-ci demeure cependant porte-parole principal du Parti. Le nouveau chef est maintenant Francis Gagnon Bergmann.